

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/254

**CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE
COMMANDES AVEC LE
SITTOMAT ET LES EPCI
MEMBRES POUR
L'ACQUISITION ET LA MISE
EN PLACE DE CONTENEURS
ENTERRES ET SEMI-
ENTERRES AVEC GENIE CIVIL
- AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/254

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
AVEC LE SITTMAT ET LES EPCI MEMBRES POUR
L'ACQUISITION ET LA MISE EN PLACE DE
CONTENEURS ENTERRES ET SEMI-ENTERRES AVEC
GENIE CIVIL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

VU les statuts du SITTOMAT modifiés en 2015,

VU la convention de prestation de service entre la Métropole TPM et le SITTOMAT au titre de l'implantation et de gestion des points d'apport volontaire sur le territoire de la Métropole,

VU le projet de convention pour la constitution d'un groupement de commandes entre le SITTOMAT et les EPCI membres annexé à la présente,

CONSIDERANT que les conteneurs enterrés et semi-enterrés constituent une solution qui présente des avantages importants en termes de commodité d'usage pour le citoyen et d'hygiène publique pour l'ensemble des déchets qu'ils soient recyclables ou non,

CONSIDERANT que la collecte des déchets ménagers et assimilés relève de la compétence de la Métropole TPM,

CONSIDERANT les statuts du SITTOMAT et particulièrement l'article 2 alinéa d qui précise que « le SITTOMAT est autorisé à exercer des missions exclusivement pour le compte de ses membres. Dans ce cas, il pourra réaliser la collecte sélective en apport volontaire, une convention signée par toutes les parties définira la durée et les conditions techniques et financières de cette mission »,

CONSIDERANT que l'achat et la mise en place de conteneurs de collecte sélective relèvent des missions confiées par la Métropole TPM au SITTOMAT,

CONSIDERANT que l'achat et la mise en place de conteneurs de collecte d'ordures ménagères relèvent de la compétence de la Métropole TPM,

CONSIDERANT que ces deux types de conteneurs sont la plupart du temps implantés côte à côte, ce qui présente l'avantage d'un gain de place et une économie sur le génie civil,

CONSIDERANT que le SITTOMAT propose à la Métropole TPM notamment de choisir ensemble des prestataires communs par accord-cadre dont les règles sont définies dans le projet de convention joint à la présente délibération,

CONSIDERANT que la durée de l'accord-cadre sera de 4 ans ferme,

CONSIDERANT qu'il sera divisé en 11 lots :

- Lot 1 : Génie civil, fourniture et pose de conteneurs enterrés pour l'aire toulonnaise et la Communauté de Commune Méditerranée Porte des Maures (CCMPM),
- Lot 2 : Génie civil, fourniture et pose de conteneurs Semi-enterrés pour l'aire toulonnaise et la CCMPM,
- Lot 3 : Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour La Communauté De Commune Du Golfe de Saint-Tropez (CCGST),
- Lot 4 : Fourniture et pose de conteneurs semi-enterrés pour la CCGST,
- Lot 5 : Fourniture et pose de matériels de rétro fit pour la conversion de colonnes enterrées en semi-enterrées de la CCGST,
- Lot 6 : Fourniture et pose de matériel de rétro fit pour la remise en état de colonnes enterrées de marque TERCOL et CONTENUR,
- Lot 7 : Fourniture et pose de matériel de rétrofit pour la remise en état de colonnes enterrées de marque SULO,
- Lot 8 : Fourniture et pose de matériels de rétrofit pour la transformation d'ascenseurs à bacs en conteneurs en semi-enterrés,
- Lot 9 : Fournitures de colonnes d'apport volontaire aériennes en plastique,
- Lot 10 : Fourniture de colonnes d'apport volontaire aériennes en métal,
- Lot 11 : Génie civil (hors CCGST), fourniture et pose de containers enterrés compactant,

CONSIDERANT que la coordination du groupement sera assurée par le SITTMAT,

CONSIDERANT que la Métropole TPM exécutera ses propres marchés pour ses propres besoins,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif à l'acquisition de conteneurs enterrés et semi-enterrés, mises en place avec génie civil affèrent.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 juin 2023

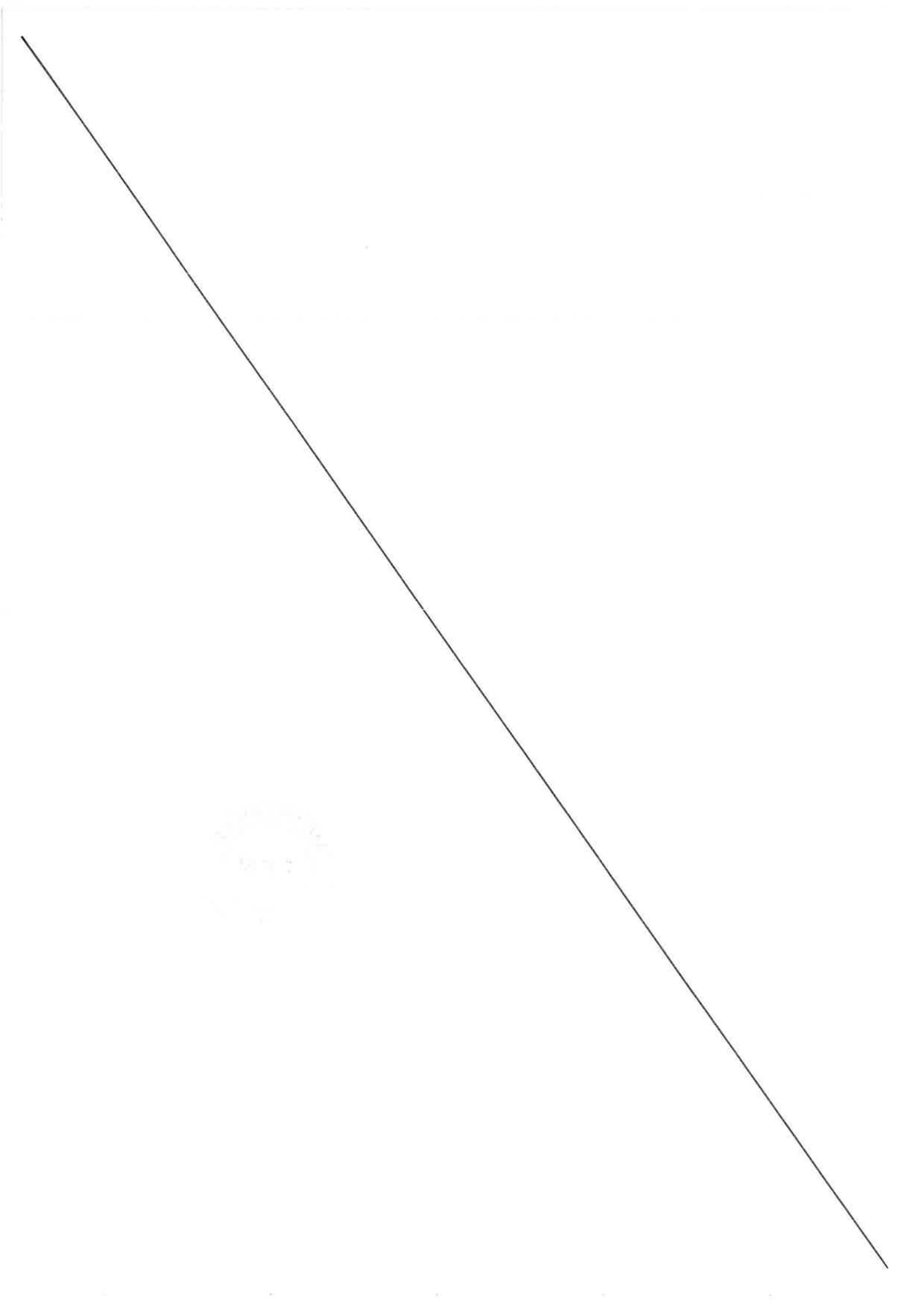
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Elu ne prenant pas part au vote :
Monsieur Gilles VINCENT.







CONVENTION

S.I.T.T.O.M.A.T. / M.T.P.M./ CASSB / CCVG / CCGST / CCMPM

**Constitution d'un groupement de commande en application des articles
L2113-6 et L2113-7 du Code Général des Collectivité Territoriales**

MARCHES DE FOURNITURE

DE CONTENEURS ENTERRES & SEMI-ENTERRES & AERIENS

MIS EN PLACE AVEC GENIE CIVIL AFFERENT

Convention Groupement de Commandes

Entre

Le Syndicat Mixte Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (S.I.T.T.O.M.A.T.) dont le siège est sis Chemin Gaëtan Gastaldo, quartier Escaillon 83200 Toulon, représenté par son Président en exercice, Monsieur Gilles VINCENT, dûment autorisé par délibération n° 1764 du Comité Syndical en date du 21 décembre 2022

D'une part

Et

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM), dont le siège est sis 107, boulevard Henri Fabre CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur XXXX 202X, dûment autorisé à contracter par délibération du bureau n° XXXX en date du XX XXXX 202X

D'autre part

Et

La Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume (CASSB), dont le siège est sis 155, avenue Jansoulin, 83740 La Cadière d'Azur, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Blandine MONIER, dûment autorisée à contracter par délibération en date du XX XXXX 202X.

D'autre part

Et

La Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau (CCVG), dont le siège est sis 1193 avenue des Sénès, 83210 Solliès-Pont, représentée par son Président en exercice, Monsieur André GARON, dûment autorisé à contracter par décision du Président en date du XX XXXX 202X.

D'autre part

Et

La Communauté de communes Golfe de Saint Tropez (CCGST), dont le siège est sis 2, rue Blaise Pascal, Hôtel Communautaire, 83310 Cogolin, représentée par son Président en exercice, Monsieur Vincent MORISSE, dûment autorisé à contracter par délibération n° XXXX en date du XX XXXX 202X

D'autre part

Et

La Communauté de communes Méditerranée Portes des Maures (CCMPM), dont le siège est sis 1, rue du lotissement Les Migraniers, 83250 La Londe les Maures, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Nicole **SCHATZKINE**, dûment autorisée à contracter par délibération n° XXXX en date du XX XXXX 202X

D'autre part

Préambule

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L2113-6 et L2113-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux marchés publics concernant la fourniture et la mise en place de conteneurs enterrés, semi-enterrés et aériens pour la collecte en apport volontaire des déchets ménagers et assimilés par marchés distincts.

Il a été convenu ce qui suit

Article 1 **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative au code de la commande publique (CCP) de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commandes donnera lieu, pour chaque membre, à des marchés de fournitures de conteneurs enterrés, semi-enterrés ou aériens, et de prestations de génie civil nécessaire à leur mise en place, passés selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles R2124-1 et suivants du CCP.

Chaque marché est un accord-cadre, conclu pour une durée de 4 ans ferme.

La prise d'effet est prévue à compter de sa date de notification.

Des volumes de commandes minimum seront définis pour la durée totale de 4 ans pour chaque lot en fonction des besoins exprimés par chaque membre du groupement.

Il convient de préciser que l'objet du marché alloti à lancer concerne la fourniture de Points d'Apport Volontaire, leur implantation et l'aménagement de surface éventuellement nécessaire.

Article 2 **Modalités d'adhésion et de sortie du Groupement**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- A l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- A la signature de la présente convention ;
- Au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant, mais nécessairement avant le lancement du ou des marchés afférents à la présente convention.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

Article 3 Désignation du coordonnateur du Groupement

Conformément aux dispositions de l'article L2113-7 du CCP, les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur : Le S.I.T.T.O.M.A.T.

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

En cas de défaillance ou de non-respect des obligations du coordonnateur, et après mise en demeure restée infructueuse, la présente convention pourra être résiliée ou il pourra être procédé au remplacement du coordonnateur.

Les conséquences financières de la résiliation de la convention sont à la charge du coordonnateur défaillant. La défaillance doit être prouvée par le membre qui la met en avant.

Article 4 Mission du coordonnateur du Groupement

Conformément aux dispositions de l'article L2113-7 du CCP, la présente convention définit les règles de fonctionnement du groupement en confiant au coordonnateur la charge de toutes les opérations de passation, de notification et d'exécution des marchés, dans le respect des règles prévues par le CCP.

Le Coordonnateur est notamment chargé de lancer un appel d'offre en 12 lots :

L'Aire Toulonnaise se définit comme l'ensemble constitué par MTPM, CASSB et CCVG.

- Lot 1 : Génie Civil, fourniture et pose de conteneurs enterrés pour l'Aire Toulonnaise et la CCMPM
- Lot 2 : Génie Civil, fourniture et pose de conteneurs semi enterrés pour l'Aire Toulonnaise et la CCMPM
- Lot 3 : Fourniture et pose de conteneurs enterrés pour la CCGST
- Lot 4 : Fourniture et pose de conteneurs semi enterrés pour la CCGST
- Lot 5 : Génie Civil pour l'installation des conteneurs enterrés et semi enterrés de la CCGST
- Lot 6-1 : Fourniture et pose de matériels de rétrofit pour la conversion des conteneurs enterrés de marque METALIAX
- Lot 6-2 : Fourniture et pose de matériels de rétrofit pour la conversion des conteneurs enterrés de marque TERCOL
- Lot 6-3 : Fourniture et pose de matériels de rétrofit pour la remise en état des conteneurs enterrés de marque SULO
- Lot 6-4 : Fourniture et pose de matériels de rétrofit pour la transformation des ascenseurs à bacs
- Lot 7 : Fourniture de conteneurs aériens plastique (sauf pour la CCMPM ayant déjà un marché de fourniture)
- Lot 8 : Fourniture de conteneurs aériens métallique (sauf pour la CCMPM ayant déjà un marché de fourniture)
- Lot 9 : Génie Civil, fourniture et pose de conteneurs enterrés compactants

Ces lots sont des accords cadre avec les quantités maximales à définir par chaque EPCI.

Le coordonnateur est également chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des membres ;
- Elaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives
- Faire paraître les avis d'appel public à la concurrence ;
- Remettre le dossier de consultation des entreprises (DCE) aux candidats ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Convoquer la Commission d'Appel d'Offres ;
- Assurer le secrétariat de la Commission d'Appel d'Offres ;
- Procéder à la rédaction du rapport d'analyse des offres en collaboration avec les membres du groupement ;

- En cas de procédure infructueuse, procéder à la relance du marché concerné selon la procédure de consultation la plus appropriée ;
- Gérer les relations avec les candidats non retenus (y compris en cas de procédure contentieuse) ;
- Signer les marchés et transmettre une copie à chaque membre du groupement des pièces contractuelles nécessaires à la formalisation et au paiement des bons de commandes ;
- Notifier les marchés au nom des membres du groupement ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché ;
- Conclure les actes modifiant les marchés ;
- Résilier les marchés le cas échéant.

Article 5 Commission d'Appel d'Offres du Groupement

En application des dispositions de l'article L1414-3 II du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres (CAO) du groupement est celle du coordonnateur.

Au titre des personnes qualifiées, chaque membre du Syndicat et la CCMPM auront un représentant au sein de la CAO.

Article 6 Obligations des Membres du Groupement

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Une réunion préparatoire sera organisée par le S.I.T.T.O.M.A.T. afin que le Dossier de Consultation des Entreprises satisfasse juridiquement et techniquement les besoins des membres du groupement.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1^{er} de la présente convention.

Chaque membre du groupement exécutera ses propres marchés, par l'émission de bons de commandes auprès des titulaires des accords-cadres.

Le paiement sera effectué sur le budget du membre qui émet le bon de commande et sur autorisation de la personne compétente.

Les membres ont l'obligation de transmettre chaque trimestre au coordonnateur le montant total des bons de commande émis sur cette période, afin de pouvoir effectuer un suivi des montants maximum à respecter dans les accords-cadres.

Le membre qui émet le bon de commande est chargé du suivi et de la réception des travaux commandés.

Les litiges devront être portés à la connaissance du coordonnateur qui agit au nom des membres du groupement auprès des titulaires des marchés.

Conformément à l'article L2113-7 du CCP, les acheteurs membres du groupement sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention constitutive.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- L'administration du Syndicat exercera, sauf pour la CCGST qui assumera cette mission, l'exécution technique et opérationnelle de la mise en place des Points d'Apport Volontaire de la collecte sélective sur proposition d'implantation des services techniques du membre concerné.
- Dans le cadre de l'implantation d'un Point d'Apport Volontaire destiné aux résidus ménagers, c'est l'administration du membre qui assurera l'exécution technique et opérationnelle de cette mise en place.
- En cas d'implantation de conteneurs de collecte sélective et de conteneurs à ordures ménagères, la direction sera conjointe
- Dans tous les cas, les lieux d'implantation seront définis par les services techniques des membres du groupement, mais il conviendra qu'ils soient validés par le collecteur afin d'analyser toutes les questions qui pourraient à terme empêcher leur exploitation.

Article 7 Financement – Indemnisation des frais

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

Article 8 Durée du Groupement

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de chaque marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction des marchés entraîne la résiliation de la présente convention.

Article 9 Contrôle administratif et technique

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents concernant le marché.

Article 10 Mesures coercitives - Résiliation

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il

indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

Article 11 Litiges

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Le Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président du S.I.T.T.O.M.A.T.

Gilles VINCENT

Le Président de la Communauté de Communes
de la Vallée du Gapeau
André GARON

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Sud Sainte Baume
Blandine MONIER

La Président de la Communauté de Communes
Méditerranée Porte des Maures

Le Président de la Communauté de Communes
Golfe de Saint Tropez
Vincent MORISSE